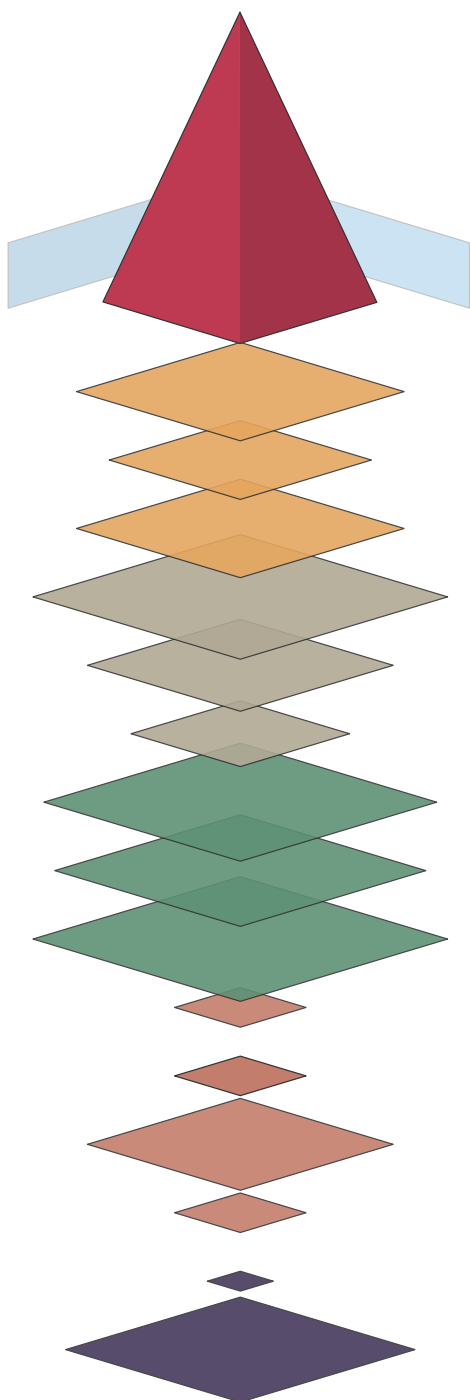


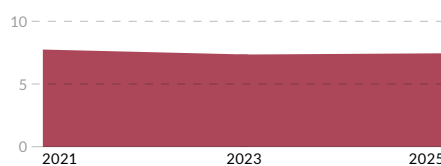


# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



## 7.47 $\nearrow 0.12$ SCORE DE CRIMINALITÉ

6<sup>e</sup> sur 193 pays  $\searrow 1$   
1<sup>er</sup> sur 54 pays africains -  
1<sup>er</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale -



## MARCHÉS CRIMINELS 6.33 $\nearrow 0.13$

TRAITE DES PERSONNES	7.50	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	6.00	$\nearrow 0.50$
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	7.50	0.00
TRAFIC D' ARMES	9.50	$\nearrow 0.50$
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	7.00	$\nearrow 1.00$
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	5.00	$\nearrow 1.00$
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	9.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	8.50	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	9.50	0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	3.00	$\searrow 1.00$
COMMERCE DE COCAÏNE	3.00	$\searrow 1.00$
COMMERCE DE CANNABIS	7.00	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	3.00	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	1.50	$\searrow 1.00$
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	8.00	$\nearrow 1.00$

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 8.60 $\nearrow 0.10$

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	9.00	0.00
RÉSEAUX CRIMINELS	9.00	0.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	9.00	0.00
ACTEURS ÉTRANGERS	9.00	0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	7.00	$\nearrow 0.50$



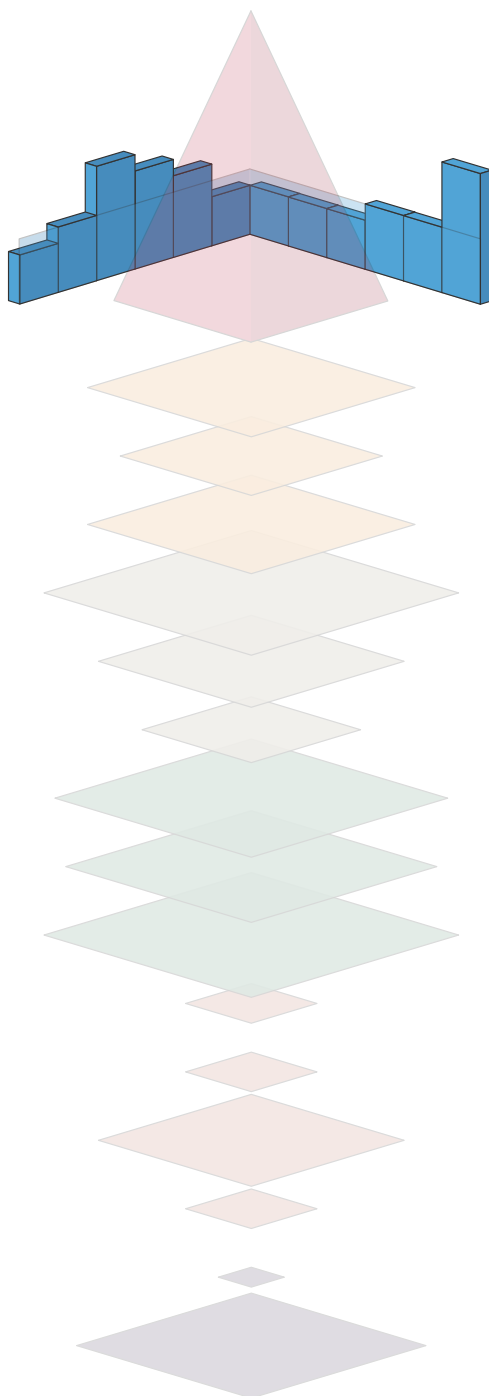
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



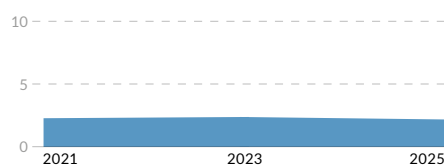
**2.21** ↘0.17

## SCORE DE RÉSILIENCE

**177<sup>e</sup>** sur 193 pays ↘1

**47<sup>e</sup>** sur 54 pays africains ↘2

**9<sup>e</sup>** sur 11 pays d'Afrique centrale ↘1



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	<b>1.50</b> ↗0.50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	<b>2.00</b> ↗0.50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	<b>3.50</b> ↘0.50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	<b>3.00</b> 0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	<b>2.50</b> 0.00
FORCES DE L' ORDRE	<b>1.50</b> 0.00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	<b>1.50</b> ↘0.50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	<b>1.50</b> ↘1.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	<b>1.50</b> 0.00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	<b>2.00</b> 0.00
PRÉVENTION	<b>2.00</b> 0.00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	<b>4.00</b> ↘1.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes en République démocratique du Congo (RDC) est endémique en raison des conflits, de la pauvreté et de l'instabilité politique. Des milliers de personnes sont soumises au travail forcé, en particulier dans les secteurs minier, agricole et domestique, tandis que les groupes armés recrutent des enfants pour combattre. Les femmes et les filles sont victimes de mariages forcés, qui aboutissent dans de nombreux cas à des situations de servitude domestique ou d'exploitation sexuelle. La traite des personnes alimente la violence en exploitant des groupes vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, et les acteurs locaux tirent profit de ce commerce illicite dans un contexte de conflit et de déplacements forcés. Des réseaux criminels, impliquant parfois des agents publics corrompus, se livrent à la traite d'enfants à des fins de travail forcé ou de mendicité. La RDC constitue une plaque tournante de la traite où les victimes nationales et étrangères, y compris les travailleurs migrants, sont soumises à des conditions d'exploitation.

Le trafic d'êtres humains est une composante importante de l'économie criminelle, facilitée par des frontières poreuses, les capacités limitées des forces de l'ordre et les défis en matière de gouvernance. Des réseaux organisés opèrent de manière autonome, collaborant souvent avec des agents publics corrompus afin de faciliter la migration irrégulière. Les conflits, les déplacements forcés et les difficultés économiques alimentent la demande de trafic, de nombreuses personnes y ayant recours pour fuir la violence ou contourner des obstacles bureaucratiques. L'escalade de la violence dans l'est de la RDC a accru le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, renforçant ainsi la dépendance vis-à-vis des passeurs. Le trafic est souvent considéré comme une stratégie de survie, ce qui renforce son acceptation sociale. La RDC constitue une plaque tournante essentielle pour les réseaux transnationaux de trafic d'êtres humains, ce qui complique l'action des forces de l'ordre.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont des marchés criminels dominants, alimentés par les conflits, la corruption et les capacités limitées des forces de l'ordre. Des groupes armés imposent des taxes illicites aux entreprises, notamment dans les secteurs minier, halieutique et commercial, générant des revenus importants. Dans les grandes villes, les gangs de jeunes se livrent au vol et à l'extorsion, tandis que les enlèvements sont de plus en plus fréquents dans les zones de conflit. Contrairement aux pays voisins où l'extorsion demeure plus localisée, les réseaux criminels de la RDC ciblent les grandes industries, rendant ces activités hautement lucratives.

### COMMERCE

Le trafic d'armes se poursuit malgré les restrictions internationales, et des groupes armés et des acteurs intégrés à l'État se procurent des armes par le biais de réseaux illicites. Des rapports font état d'un soutien militaire de la part des pays voisins ainsi que de l'approvisionnement en armes destinées à des milices locales. Le conflit du M23 a intensifié le trafic régional d'armes, et des armements sophistiqués, notamment des drones ont été utilisés lors d'affrontements. Les groupes armés exploitent ces armes pour contrôler les zones riches en ressources, alimentant ainsi les économies illicites. La violence s'est étendue à de nouvelles régions, entraînant des déplacements massifs de population et des pertes civiles. Malgré les sanctions et les mesures réglementaires, l'insuffisance de l'action des forces de l'ordre et la corruption compromettent les efforts visant à endiguer la prolifération des armes, perpétuant l'instabilité et profitant aux acteurs étrangers impliqués dans ce commerce.

La RDC est confrontée à un défi de taille avec le commerce illégal de médicaments de contrefaçon, en particulier de faux médicaments antipaludiques, qui sont largement commercialisés. Ces médicaments falsifiés nuisent à la santé publique, contribuent à des décès évitables et érodent la confiance dans les systèmes de soins. Le problème dépasse les frontières nationales, les médicaments contrefaits étant liés à des chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales. Les experts avertissent que les pharmaceutiques de contrefaçon pourraient dépasser les autres marchés criminels, tandis que l'insuffisance de l'action des forces de l'ordre permet à des acteurs nationaux d'opérer de manière autonome. Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, tels que les cigarettes, est largement répandu et une part importante des produits ne porte pas les vignettes fiscales conformes, malgré les efforts réglementaires. La persistance de vignettes fiscales obsolètes et l'ampleur de l'évasion fiscale généralisée nuisent aux recettes publiques, tandis que la corruption des agents des douanes et des agents frontaliers facilite la contrebande en provenance des pays voisins. Les informations disponibles indiquent que l'Ouganda et les Émirats arabes unis constituent des sources de cigarettes illicites, dont la popularité augmente à mesure que le nombre de fumeurs progresse. Si les commerçants locaux dominent le marché, des influences extérieures sont suspectées. Les réseaux criminels organisés contrôlent la distribution, en particulier dans les régions touchées par des conflits, où les cigarettes illicites sont plus répandues. La production et la consommation d'alcool non réglementé, tel que le lotoko, contribuent également à l'économie criminelle. L'insuffisance de l'action des forces de l'ordre, la porosité des frontières et l'inefficacité des politiques de contrôle exacerbent ces défis, tandis que des questions plus larges de gouvernance continuent de favoriser encore davantage le commerce illicite.

## ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore est très répandue, et la production illégale de charbon de bois, de bois d'œuvre, de café et de cacao alimente la déforestation, la dégradation de l'environnement et le financement de groupes armés. La forte demande locale et la contrebande transnationale, en particulier vers l'Ouganda et, occasionnellement, le Rwanda, soutiennent ce commerce illicite. Malgré les restrictions sur les exportations de bois brut, la corruption et l'implication des groupes armés entravent l'action des forces de l'ordre. L'exploitation forestière illégale constitue une source majeure de revenus, les groupes armés extrayant chaque semaine des volumes considérables. La convergence de la contrebande de bois et de l'extraction minière aggrave les problèmes environnementaux et sécuritaires. Des acteurs internationaux ont également été associés au commerce illicite du bois, accentuant l'instabilité politique et économique de la région.

La criminalité liée à la faune sauvage est également très répandue, avec des saisies fréquentes d'ivoire et d'espèces sauvages protégées, notamment des primates. Malgré les mesures de répression, la corruption et des protocoles de stockage insuffisants permettent aux trafiquants de récupérer la marchandise de contrebande. Ce commerce est transnational, alimenté par la demande intérieure de viande de brousse et par des marchés à forte valeur ajoutée en Asie et aux États-Unis. Les groupes armés exploitent de plus en plus la criminalité liée à la faune sauvage pour financer leurs opérations, en particulier dans l'est du pays. Des hauts fonctionnaires ont été impliqués dans la facilitation du trafic d'espèces sauvages et sont accusés d'avoir abusé de leurs fonctions pour permettre ce trafic grâce à des permis falsifiés en échange de pots-de-vin. Le commerce illicite est concentré dans des zones riches en biodiversité, mettant en péril des espèces menacées ainsi que les efforts de conservation.

Le commerce illicite de l'or, des diamants et des minerais de conflit (étain, tungstène, tantale) est profondément ancré, et des groupes armés et des acteurs intégrés à l'État contrôlent les mines et les routes de contrebande. Depuis l'escalade du conflit en 2024, la contrebande d'or vers les pays voisins a augmenté, le Rwanda et l'Ouganda étant des plaques tournantes clés. La plupart des mines d'or ne sont pas certifiées, ce qui alimente les dynamiques d'instabilité. Les groupes armés imposent des taxes ou contrôlent directement les opérations minières, utilisant les revenus pour financer leurs activités. L'extraction du cobalt et du coltan est également confrontée à des défis, notamment le travail forcé et la dégradation de l'environnement. La corruption et la porosité des frontières facilitent ce commerce, privant la RDC de recettes importantes tout en contribuant à l'instabilité régionale.

## DROGUES

Le commerce d'héroïne est limité par rapport à d'autres marchés illicites. Contrairement aux marchés criminels transnationaux de plus grande ampleur, le trafic d'héroïne en RDC bénéficie principalement à des acteurs nationaux, avec un niveau relativement faible d'implication étrangère. De même, le commerce de cocaïne a un impact relativement modeste, bien que des arrestations récentes mettent en évidence des activités de trafic. Le trafic de cocaïne est moins important que dans les pays voisins et implique peu d'acteurs étrangers, ce qui indique que les profits sont largement conservés par les participants nationaux. Ce commerce ne semble pas contribuer de manière significative à la violence.

Le commerce de cannabis est solidement établi, malgré des lois strictes interdisant la culture, la vente et la possession. La plupart du cannabis est consommé localement, et une faible proportion est acheminée clandestinement vers les pays voisins, notamment le Rwanda, l'Angola et l'Ouganda. Les routes de contrebande incluent l'aéroport international N'djili de Kinshasa et le port de Matadi. Le cannabis constitue une source de revenus importante pour de nombreux Congolais, en particulier au sein des communautés autochtones, et il est devenu socialement accepté. Toutefois, il est moins lucratif que d'autres marchés criminels.

Le commerce de drogues de synthèse est en pleine expansion, stimulé par l'utilisation croissante du bombé, une drogue artisanale fabriquée à partir de comprimés écrasés, souvent des opioïdes, mélangés à des résidus chimiques filtrés à travers des pots d'échappement. La composition rudimentaire du bombé et l'augmentation de la demande ont entraîné une hausse des incidents et des saisies liés à cette drogue. La prévalence de cette drogue est particulièrement marquée chez les jeunes Congolais. Dans l'est de la RDC, notamment dans les zones touchées par les conflits armés, l'usage de stimulants connaît une augmentation, bien que les données sur le trafic de méthamphétamine restent limitées.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Après une période d'activité accrue, la RDC a enregistré un recul notable des cas signalés de criminalité cyberdépendante. Les rapports indépendants ne mettent en évidence ni tendances ni menaces spécifiques, et il reste difficile de déterminer si cette forme de criminalité ne constitue plus un enjeu majeur ou si elle est simplement sous-déclarée. Les faibles niveaux de sensibilisation à la cybersécurité entravent une évaluation précise du marché.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

L'économie repose fortement sur l'exploitation minière, mais les revenus issus de l'exploitation sont souvent détournés par les élites au pouvoir. Le détournement de fonds et la fraude fiscale sont largement répandus parmi les acteurs politiques et économiques. Des enquêtes ont mis au jour l'existence

de liens étroits entre responsables gouvernementaux, banques et entreprises nationales et étrangères, donnant lieu à des poursuites judiciaires à l'étranger. Le paysage de la criminalité financière est profondément enraciné et de nature transnationale. Les institutions publiques, y compris les entreprises publiques, sont minées par la présence d'employés fictifs et des détournements de fonds, reflétant un schéma plus large de corruption systémique et d'évasion fiscale. La criminalité financière finance également les activités rebelles, contribuant à l'insécurité. Alors que la criminalité financière cyber-facilitée est encore émergente, la capacité de l'État à détecter et à répondre à ces types de menaces reste limitée.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Plusieurs groupes de type mafieux, dont le M23 et les Maï-Maï Yakutumba, dominent le paysage de la criminalité organisée dans l'est du Congo. Ils financent leurs opérations par l'extorsion et le commerce illicite, en particulier l'or échangé contre des armes. Plus de 150 groupes armés sont actifs, exploitant des ressources telles que le bois, le charbon de bois et les minéraux. Ces groupes sont lourdement armés, et le M23 bénéficie du soutien militaire du Rwanda et de l'Ouganda voisins, ce qui lui permet de contrôler des régions clés de la province du Nord-Kivu, notamment Goma. En réponse, l'armée congolaise s'allie à d'autres milices locales pour contrer le M23.

Des réseaux criminels plus dispersés sont largement répandus, mais ne sont généralement pas associés à la violence. Les gangs urbains, autrefois confinés à Kinshasa, s'étendent à d'autres villes, exacerbant l'insécurité par des vols, des enlèvements et le trafic de drogue. Ils sont principalement motivés par la faiblesse de la gouvernance urbaine ainsi que par leurs liens avec les forces de sécurité et des responsables politiques locaux. Les réseaux criminels transnationaux, impliquant souvent des acteurs locaux et étrangers, opèrent sur divers marchés illicites, en particulier ceux des ressources non renouvelables comme l'or. Ces réseaux participent à l'exportation illégale d'ivoire, d'écailles de pangolin et de minéraux, parallèlement au commerce illicite d'armes, de carburant et de drogues. La collaboration entre personnels de sécurité congolais et étrangers, agents des douanes, chefs d'entreprise et responsables politiques facilite ces activités, compliquant davantage les efforts de lutte contre le commerce illégal au niveau national et transfrontalier.

Les acteurs intégrés à l'État, y compris des agents gouvernementaux et des militaires, jouent un rôle central dans la criminalité organisée. Leur implication couvre un large éventail d'activités illicites, notamment les enlèvements, l'extorsion, la criminalité financière, la traite des personnes et la criminalité liée à la faune sauvage, ainsi que les crimes liés aux ressources non renouvelables. La corruption est très répandue, et des affaires majeures ont révélé des fraudes dans le secteur pétrolier et gazier, des détournements de fonds dans l'éducation et la présence d'employés fictifs sur les

listes de paie publiques. Ces acteurs sont également impliqués dans des fraudes électorales et des pratiques d'intimidation des électeurs. Le caractère systémique de la corruption au sein de l'État compromet gravement la gouvernance et contribue à la perpétuation de la criminalité organisée.

En termes d'influence étrangère sur les marchés criminels, le Rwanda et l'Ouganda ont joué un rôle clé dans le conflit dans l'est de la RDC. Le Rwanda soutient la rébellion du M23, tandis que les Forces démocratiques alliées liées à l'Ouganda sont responsables de nombreuses exactions meurtrières. Des entreprises étrangères, en particulier dans le secteur minier, ont été associées à d'importantes infractions financières et à des crimes liés aux ressources naturelles, et des allégations de détournement de fonds et de corruption concernent des sociétés chinoises ainsi que des groupes internationaux tels que Glencore et Ivanhoe Mines. Des mercenaires originaires de France et de Roumanie sont actifs dans la région, apportant un appui militaire et des services de protection à l'armée. Ces acteurs transnationaux sont étroitement imbriqués avec les réseaux criminels locaux.

Les acteurs nationaux du secteur privé sont fortement impliqués dans des activités illicites, en particulier le commerce de produits de contrefaçon, de cigarettes et de minerais. Le secteur minier artisanal, qui comprend de nombreuses coopératives locales, constitue une source importante de commerce illégal et entretient des liens avec des groupes armés et des responsables militaires, notamment dans l'est du pays. Les entreprises ont été impliquées dans le blanchiment de minerais de conflit et s'associent fréquemment à des groupes internationaux dans ces activités illicites, en raison d'exigences légales. Des enquêtes telles que le projet Congo Hold-up ont mis en évidence l'ampleur de la corruption et le blanchiment d'argent au sein du secteur privé, ce qui complique encore davantage les efforts visant à lutter contre l'économie criminelle.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La RDC est confrontée à une gouvernance fragile, à une corruption généralisée et à une instabilité politique persistante, comme le reflètent les indicateurs mondiaux. Malgré les promesses électorales, le gouvernement n'a pas réussi à améliorer la situation ni à résoudre les conflits durables, en particulier dans l'est du pays. Les tensions alimentées par des groupes armés tels que le M23 et des milices locales exacerbent les violations des droits humains et l'exploitation des ressources. Le système politique est entaché par la fraude électorale, le manque de transparence et la violence, tandis que l'ingérence étrangère, notamment le soutien des groupes armés par les pays voisins, complique les efforts de paix. La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC est confrontée à des difficultés opérationnelles et le gouvernement en a demandé le retrait, ce qui pourrait aggraver la crise.

La RDC fait également face à des défis importants dans la lutte contre la corruption, malgré l'existence d'un cadre législatif et d'institutions dédiées, telles que l'Agence pour la prévention et la lutte contre la corruption. Le manque d'indépendance institutionnelle et les ingérences politiques entravent l'application effective des lois. Si des progrès ont été réalisés en matière de transparence financière, notamment par la mise en place de systèmes de paiement électronique et l'amélioration des processus de passation des marchés, ces efforts restent limités par des contraintes d'infrastructure et de capacités. La RDC a adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, mais des lacunes persistent en matière de responsabilité dans le secteur extractif. La responsabilité politique demeure faible, car de nombreux membres de l'ancien régime continuent d'occuper des postes clés au sein du gouvernement au lieu d'être poursuivis pour leur implication dans la criminalité organisée et la corruption.

La RDC a ratifié plusieurs conventions internationales relatives au crime organisé, mais se heurte à des difficultés d'application en raison des conflits et d'une gouvernance fragile. Si elle a amélioré ses relations diplomatiques avec les instances internationales, sa dépendance à l'égard de l'aide étrangère, en particulier en matière de sécurité, souligne la fragilité de l'État. La coopération régionale a été entravée par le conflit du M23, entraînant une rupture des relations diplomatiques avec le Rwanda, l'Ouganda et la Communauté de l'Afrique de l'Est. Les efforts de lutte contre le crime organisé ont ciblé l'extorsion, le trafic d'armes et la criminalité liée à la faune sauvage, appuyés par des sanctions internationales. Il convient de noter que la RDC est devenue le premier pays africain à reconnaître l'écocide comme un crime international, dans le but de protéger son environnement contre les pratiques destructrices.

Sur le plan interne, la RDC dispose d'un cadre juridique pour lutter contre le crime organisé, mais sa mise en œuvre est entravée par la corruption, des capacités limitées des forces de l'ordre et des lacunes législatives. Les lois peinent à lutter contre des problématiques telles que le commerce illicite de cigarettes et la traite des personnes, malgré les efforts déployés pour renforcer leur application. Les préoccupations environnementales sont partiellement prises en compte par la révision des politiques d'exportation du bois. Parmi les avancées récentes figurent l'adoption de textes visant à protéger les droits numériques et à lutter contre la violence en ligne. La réponse du gouvernement au conflit du M23 a conduit à la suspension du moratoire sur la peine de mort en mars 2024, entraînant la condamnation de personnels militaires. Aucune exécution n'a eu lieu, mais cela met en évidence les défis persistants en matière d'État de droit et de gouvernance.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire dispose d'unités spécialisées dans la lutte contre le crime organisé, telles que le tribunal militaire, mais il est confronté à des défis importants, notamment la corruption, l'ingérence politique et l'insuffisance des ressources. Si les victimes de crimes de guerre sont exemptées des frais de justice, des problèmes persistants subsistent, notamment des biais à l'égard des figures de l'opposition et de la société civile. Le pouvoir judiciaire est soumis à des pressions politiques, comme en témoignent les arrestations et les acquittements sélectifs. Les zones rurales manquent d'infrastructures juridiques adéquates et les tribunaux militaires traitent souvent les affaires pénales avec des garanties procédurales limitées pour les accusés. Les groupes armés aggravent la violence, tandis que les conditions de détention sont précaires en raison de la surpopulation carcérale, de la corruption et de la violence. Malgré les réformes, le contrôle civil demeure faible et le contrôle de l'État sur les prisons reste limité.

La RDC peine à lutter contre le crime organisé en raison d'une corruption systémique, d'institutions fragiles et de ressources limitées. Les forces de l'ordre chargées de lutter contre des crimes tels que la traite des personnes, le trafic d'êtres humains et le trafic d'armes sont affaiblies par la politisation, l'inefficacité et un faible niveau de confiance du public. Nombre d'entre elles sont devenues motivées par le profit, et les lois anticorruption sont rarement appliquées, ce qui favorise l'impunité des acteurs intégrés à l'État. Les forces de sécurité sont fragmentées et soumises à des influences politiques. Les arrestations arbitraires et les abus sont fréquents, tandis que les opérations fondées sur le renseignement restent rares. Les poursuites liées au crime organisé sont entravées par des retards et la corruption. La contrebande, l'extorsion et le racket persistent, souvent

facilités par des acteurs intégrés à l'État. Des progrès ont été réalisés dans des domaines, notamment dans la lutte contre la contrebande de cigarettes grâce à des initiatives reposant sur l'analyse de données, et les crimes environnementaux sont ciblés par des programmes de reboisement et des interdictions commerciales. Les réponses apportées au marché de la drogue varient. Le cannabis est réprimé mais autorisé pour l'exportation dans un cadre réglementé, tandis que les drogues synthétiques sont principalement combattues par des arrestations. Malgré les efforts déployés pour renforcer les unités chargées de la lutte contre la criminalité financière, des problèmes structurels plus larges continuent de freiner les progrès.

Dans l'ensemble, la RDC est confrontée à des défis majeurs pour sécuriser ses vastes frontières, et la porosité des points de passage insuffisamment contrôlés contribuent à la contrebande et au crime organisé. Les frontières à l'est du pays, en particulier autour d'Ariwara, constituent des points névralgiques pour la contrebande liée au Soudan du Sud et à l'Ouganda. Les zones non contrôlées, telles que la frontière entre la RDC et la République centrafricaine, permettent aux groupes armés de se déplacer librement, exacerbant les tensions locales. Les tensions avec le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda fragilisent davantage la sécurité frontalière, notamment en raison du soutien du Rwanda au M23 et sa présence militaire dans le Nord-Kivu. La RDC affiche également de faibles performances en matière de cybersécurité, obtenant des scores bas dans les indices internationaux mesurant la capacité de réduction des risques cyberdépendants et la solidité des infrastructures numériques.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le système bancaire est très vulnérable au blanchiment d'argent en raison d'une corruption généralisée et d'une faiblesse de la surveillance. Des rapports récents soulignent également des lacunes importantes dans les cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Malgré la création d'organismes tels que la Cellule nationale de renseignement financier, l'application du dispositif est insuffisante en raison de la corruption et du manque de ressources. La RDC a été ajoutée à la liste grise du Groupe d'action financière en 2022. Bien que des engagements politiques aient été pris pour renforcer les pratiques de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les faiblesses institutionnelles et la corruption continuent de freiner les avancées.

Dans l'ensemble, la RDC est confrontée à d'importants défis économiques et de gouvernance, et affiche de faibles performances dans les indices de liberté économique et de transformation politique. Malgré une amélioration des relations internationales, la corruption des élites entrave le développement durable, et environ 25 % de la population est confrontée à une grave insécurité alimentaire. Le gouvernement peine à faire respecter les réglementations, en particulier

dans les secteurs informels tels que l'exploitation minière et le commerce de cigarettes, où le crime organisé prospère. L'est de la RDC, touché par les conflits et une gouvernance hybride, manque de mécanismes efficaces de supervision économique. La faiblesse des Forces de l'ordre, l'instabilité politique et l'application insuffisante des sanctions contribuent à la persistance des activités illicites. Le secteur privé exerce une influence limitée, et les réformes économiques sont à l'arrêt en raison de la corruption systémique.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le soutien aux victimes de la criminalité organisée est limité. Si les personnes déplacées et les victimes de la traite des personnes bénéficient d'un hébergement, des signalements d'abus sexuels persistent dans les camps de réfugiés. Les initiatives gouvernementales, telles que la protection des témoins, restent peu développées et manquent de ressources et de coordination. Les victimes rencontrent des difficultés à obtenir de l'aide en raison de l'impunité généralisée et de la crainte de représailles, en particulier lorsque les auteurs sont liés aux autorités gouvernementales. Les procédures nationales permettant d'identifier et d'orienter les victimes de la traite sont insuffisantes, et les victimes dépendent des efforts ponctuels des ONG. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans l'assistance aux victimes et le plaidoyer, mais sont confrontées à la stigmatisation sociale, notamment à l'égard des usagers de stupéfiants impliqués dans des vols.

Les efforts de lutte contre le crime organisé, y compris la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, sont entravés par une gouvernance fragile, le manque de ressources et les conflits. Bien qu'un plan d'action national de lutte contre la traite soit en place, sa mise en œuvre se heurte à d'importants obstacles. Malgré certaines avancées, telles que la condamnation de trafiquants et le renforcement de la sensibilisation du public, la portée de ces mesures reste limitée, en particulier en dehors de la capitale. La corruption, la collaboration entre les groupes armés et l'armée, ainsi que le recrutement d'enfants soldats contribuent davantage à l'impunité. Le gouvernement a tenté de lutter contre le travail des enfants dans les mines, mais les progrès restent lents. Des campagnes d'information publique sur des questions telles que les médicaments de contrefaçon et le commerce illicite sont en cours, avec le soutien de la société civile et d'organisations internationales.

Les acteurs non étatiques, en particulier les organisations de la société civile et les Églises, jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le crime organisé par le biais du plaidoyer et de services de soutien. Ces organisations œuvrent en faveur de la paix et luttent contre les crimes environnementaux tels que la déforestation et la criminalité liée à la faune sauvage. Les organisations de la société civile comblent les lacunes en matière de soutien aux victimes et sensibilisent le public à la corruption et aux conflits. Le soutien apporté par le gouvernement à ces entités est toutefois variable,

et des restrictions à la liberté des médias ainsi qu'une hostilité accrue à l'égard des journalistes ont été observées, notamment sous forme d'arrestations et d'expulsions. Le pluralisme médiatique existe, mais les conflits compromettent la capacité des journalistes à travailler en toute sécurité. Nombre d'entre eux ont été contraints d'abandonner leurs fonctions, faisant face à des attaques, des persécutions et même des disparitions forcées. Les agressions, menaces et exécutions sont d'une fréquence alarmante, tandis que les médias sont régulièrement suspendus, pillés ou saccagés. Des efforts sont en cours pour renforcer la sécurité des journalistes et la liberté de la presse, mais les risques persistent en raison d'un environnement politique restrictif et de la censure des médias.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*